

1 – PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

La société FERRY CAPITAIN exploite sur le territoire de la commune de VECQUEVILLE, une fonderie depuis 1831. Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral n° 2878 du 30 octobre 2008 et réglementée par des arrêtés préfectoraux complémentaires dont le dernier ; n°1787 du 19 avril 2019.

Elle est spécialisée dans la production de pièces en fonte (70 %) et en aciers ordinaires, spéciaux ou inoxydables de grande taille, d'un poids unitaire allant de quelques dizaines de kilogrammes à plusieurs dizaines de tonnes.

Les ateliers de fonderie disposent des services connexes nécessaires tels que le modelage, le grenaillage, l'ébarbage, le traitement thermique, la peinture, l'usinage, l'assemblage et les opérations de finition et de contrôles.

La production est principalement destinée aux domaines de l'énergie (corps de turbine à eau, gaz ou vapeur), des travaux publics et du traitement des minéraux (pièces de tunnelier, galets et pistes de broyage), mais également de l'industrie chimique et de la construction d'infrastructures importantes. Parmi les leaders mondiaux de ce secteur d'activité, la société FERRY CAPITAIN réalise plus de 85 % du chiffre d'affaires à l'exportation.

2 – PRÉSENTATION DU PROJET DE MODIFICATION

2.1 Description du projet

Le projet consiste à l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque constituée de 360 modules d'une puissance unitaire de 470 à 575 Wc en fonction des disponibilités du marché. La puissance totale de la centrale photovoltaïque devrait atteindre 207 kWc. Les modules sont déployés en 2 fois 5 colonnes de 9 vagues sur des longrines le tout assemblés en usine.

La centrale photovoltaïque couvrira un espace de 77,2 m sur 25,2 m soit une surface de 1 945 m², orientée sur un axe nord-nord-est sud-sud-ouest. Elle se situera au sud-ouest du reste du site sur une partie de la parcelle cadastrale section ZC n°59. Cette espace est un ancien crassier.

2.2 Evolution du classement au regard de la nomenclature ICPE

Le projet de création d'une centrale solaire n'est pas visé par une rubrique ICPE, le projet ne nécessite donc pas de modification du régime du site.

Le porter-à-connaissance analyse la conformité du projet aux prescriptions générales applicables portées par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et en particulier à ses articles 28 à 44 de la section V Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque. Il précise que le projet d'implantation des panneaux photovoltaïques est réalisé conformément aux prescriptions de cette section V.

3 – ANALYSE DE L'INSPECTION

3.1 Examen au regard de l'article R.181-46-I-1°

Le projet de centrale solaire étant d'une puissance de 207 kWc, il n'est pas soumis à évaluation environnementale ni même à un examen au cas par cas en vertu de l'article R.122-2, sa puissance étant inférieure au seuil d'entrée de 300 kWc de la catégorie de soumission à l'examen au cas par cas.

3.2 Examen au regard de l'article R.181-46-I-2°

Néant, car l'Arrêté Ministériel du 15 décembre 2009 a été abrogé.

3.3 Examen au regard de l'article R.181-46-I-3°

La modification n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. Elle ne procure pas au projet à ce titre un caractère substantiel et notable comme le montre l'examen des points suivants.

3.3.1 Impacts sur l'eau et l'air

Le projet de part sa nature, l'absence de modification du site ou de réalisation de fondation et le déploiement des modules sur longrines avec encrage par pointage au sol n'affectera pas les eaux souterraines. Quant aux eaux pluviales et de ruissellement elles seront très faiblement concentrées par module et rejoindront le sol pour s'infiltrer. Le projet ne nécessite pas d'eau pour fonctionner.

Le projet n'émet pas de rejets atmosphériques.

Le projet n'aura aucun impact sur les eaux et l'air.

3.3.2 Impacts sur les milieux naturels et les espèces

Le projet se situe sur un crassier de la fonderie. Il n'est sur aucune zone d'intérêt écologique faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF). Les ZNIEFF les plus proches se situent au nord du site sur les versants des coteaux surplombant la vallée de la Marne et le Canal entre Champagne et Bourgogne tout comme la zone NATURA 2000 (Directive Habitats) des pelouses et fruticées de la région de Joinville qui se superpose à ces ZNIEFF.

Toutefois, l'exploitant devra vérifier la présence ou non de plantes invasives et adapter les travaux afin d'éviter leur propagation et d'évacuer en décharge celles qui seraient sur l'emprise du projet.

3.3.3 Impacts sur l'environnement, le paysage, le patrimoine et l'agriculture

Le projet de centrale photovoltaïque au sol est composé de modules dont le point le plus haut se situera à 1,14 m au-dessus du sol. Le crassier sur lequel s'implante le projet est au milieu d'un boisement. La centrale photovoltaïque ne sera donc pas visible sauf en s'élevant sur les versants des coteaux situés au nord du site et s'intégrera dans un paysage à dominante industrielle.

Les premières habitations se situent à plus de 200 m de la centrale avec une couronne de boisement tampon de près de 100 m réduisant les éventuelles nuisances liées au projet et en particulier en phase de travaux.

La valorisation du crassier avec un usage agricole est inenvisageable par nature, même si celui-ci ne présente pas de polluant. L'installation de la centrale photovoltaïque par sa mise en œuvre évitant le travail du sol et l'absence de remise en suspension dans l'air de poussière est un projet bien adapté au site.

Ce projet participe également à réduire notre dépendance aux énergies fossiles participant aux mix énergétiques national.

3.4 Examen au regard des articles 28 à 44 de la section V Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE

La centrale photovoltaïque est implantée à plus de 90 mètres des premiers bâtiments de l'établissement. La seule interaction réside dans la connexion électrique nécessaire à la distribution à l'établissement de l'électricité produite par la centrale solaire.

L'exploitant prévoit la mise en œuvre d'un dispositif de lutte contre l'incendie spécifique à la centrale et d'un organe de coupure générale positionné au poste de garde du site.

L'analyse du projet montre qu'il ne présente aucun impact notable pour l'installation classée et que le projet de production d'énergie solaire photovoltaïque n'est pas soumis aux exigences des dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 conformément à son article 29.

3.5 Visite d'inspection du 25 avril 2024

La visite d'inspection a permis de confirmer la pertinence des éléments examinés aux points précédents notamment sur l'absence d'impact sur l'ICPE et sur l'environnement du site.

4 - Avis et propositions de l'inspection des installations classées

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification portant sur l'installation d'une centrale solaire n'est pas substantielle, et qu'il n'y a pas lieu de fixer des prescriptions complémentaires ni de modifier les prescriptions applicables.

Il est utilement rappelé que les procédures d'instruction au titre de l'urbanisme et des installations classées sont disjointes.

L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète d'informer la société FERRY CAPITAIN que la modification projetée n'est pas substantielle, ne nécessite pas le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale, et qu'il n'y a lieu ni de fixer des prescriptions complémentaires ni de modifier les prescriptions applicables.

Un projet de courrier à l'exploitant est joint à ce rapport.